

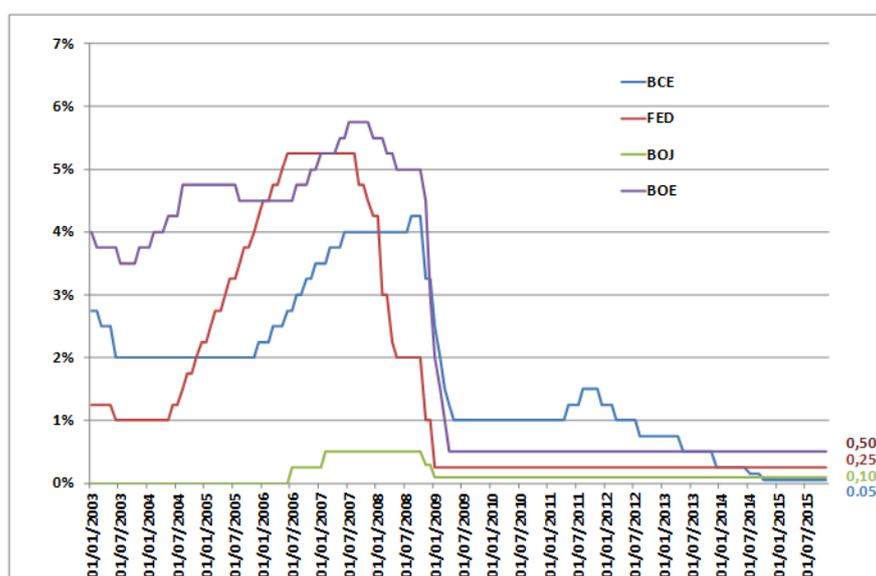
1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Baisse du taux de la facilité de dépôt et autres décisions

Le Conseil des gouverneurs lors de sa réunion du 3 décembre 2015 « a pris les décisions suivantes dans le cadre de la poursuite de son objectif de stabilité des prix. Premièrement, en ce qui concerne les taux d'intérêt directeurs de la BCE, nous avons décidé d'abaisser le taux de la facilité de dépôt de 10 points de base, à -0,30 %. Les taux d'intérêts des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal resteront inchangés à respectivement 0,05 % et 0,30 %. Deuxièmement, s'agissant des mesures de politique monétaire non conventionnelles, nous avons décidé d'élargir le programme d'achats d'actifs (APP). Les achats mensuels à hauteur de 60 milliards d'euros effectués dans le cadre du programme APP devraient désormais se poursuivre jusqu'à fin mars 2017 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif de taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. Troisièmement, nous avons décidé de réinvestir les remboursements au titre du principal sur les titres acquis en vertu du programme APP à leur échéance, aussi longtemps que nécessaire. Cela contribuera à assurer à la fois des conditions de liquidité favorables et une orientation appropriée de la politique monétaire. Les modalités techniques seront communiquées en temps opportun. Quatrièmement, dans le cadre du programme d'achats d'actifs du secteur public, le Conseil des gouverneurs a décidé d'inclure les titres de créance négociables libellés en euros émis par des administrations régionales et locales situées dans la zone euro dans la liste des actifs éligibles aux achats réguliers effectués par les différentes banques centrales nationales. Cinquièmement, nous avons décidé de continuer à conduire les opérations principales de refinancement et les opérations de refinancement à plus long terme d'une durée de trois mois sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'à la fin de la dernière période de constitution des réserves de 2017. [...] Les décisions prises aujourd'hui raffermiront le rythme de la reprise économique au sein de la zone euro et consolideront sa capacité de résistance face aux chocs économiques mondiaux observés récemment. Le Conseil des gouverneurs suivra attentivement l'évolution des perspectives de stabilité des prix, et il est disposé à agir, et en mesure de le faire, le cas échéant, en utilisant tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat afin de maintenir une orientation accommodante appropriée de la politique monétaire. »

La déclaration complète : <https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is151203.fr.html>

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Augmentation du chômage en France

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A en octobre 2015, c'est-à-dire sans aucune activité dans le mois, a augmenté de 42 000 par rapport au mois de septembre, soit +1,2 %. L'augmentation provient en partie de personnes déjà inscrites à Pôle emploi et qui exerçaient le mois dernier une activité réduite (catégories B et C). Au total, le nombre d'inscrits en catégories A, B et C augmente de 13 100 sur un mois, soit +0,2 %.

Baisse du chômage en Europe

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,7 % en octobre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,8 % enregistré en septembre 2015 et à celui de 11,5 % d'octobre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans la zone euro depuis janvier 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % en octobre 2015, stable par rapport à septembre 2015 et en baisse par rapport au taux de 10,1 % d'octobre 2014. Il s'agit également du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis septembre 2009. Eurostat estime qu'en octobre 2015, 22,497 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,240 millions dans la zone euro. Par rapport à septembre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 36 000 dans l'UE28 et de 13 000 dans la zone euro. Comparé à octobre 2014, le chômage a baissé de 1,942 million de personnes dans l'UE28 et de 1,302 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en octobre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,7 %) ainsi qu'à Malte (5,1 %), et les plus élevés en Grèce (24,6 % en août 2015) et en Espagne (21,6 %).

Inflation

France : repli de l'IPC

En novembre 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) se replie, baissant de 0,2 % après une hausse de 0,1 % en octobre. Corrigé des variations saisonnières, il diminue de 0,1 % sur un mois. Sur un an, les prix à la consommation sont stables, après une légère hausse en octobre (+0,1 %).

Stabilité de l'inflation dans la zone euro en octobre

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,1 % en novembre 2015, stable par rapport au mois d'octobre selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation dans la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en novembre (1,5 %, comparé à 1,6 % en octobre), suivis des services (1,1 %, comparé à 1,3 % en octobre), des biens industriels non énergétiques (0,5 %, comparé à 0,6 % en octobre) et de l'énergie (- 7,3 %, comparé à -8,5 % en octobre).

Banque de France

Rue de la Banque N° 14 : Prix du foncier, crédit aux entreprises et créations d'emploi

Les fluctuations de la valeur des terrains détenus par les entreprises françaises présentent un profil très similaire à ceux de l'investissement et de l'emploi. Ce Rue de la Banque présente un modèle qui explique ces dynamiques jointes par un mécanisme de collatéral ; l'accès des entreprises au crédit serait facilité par un accroissement de la valeur des actifs déposés en garantie auprès des institutions de crédit. Ce modèle, étayé par des observations empiriques, contribue à expliquer les fluctuations sur le marché du travail en France.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-rue-de-la-banque-14.pdf

Chine

Les réserves de change au plus bas depuis février 2013

Les réserves de change ont diminué de 87,2 milliards de dollars en novembre, à 3 440 milliards de dollars, selon les statistiques publiées hier par la banque centrale. L'appréciation du dollar américain en novembre, ainsi que les sorties de capitaux consécutives à la dévaluation du yuan renminbi le 11 août dernier, expliquent cette tendance à la baisse observée au cours des cinq derniers trimestres.

Actualité législative

Ordonnance n° 2015-1497 du 18 novembre 2015 portant adaptation de diverses dispositions du code des assurances à Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon et dans les îles Wallis et Futuna

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031497082>

2- Brèves régionales

Tenue du 4^e Sommet France-Océanie en préambule de la COP21

Un Sommet France-Océanie s'est tenu le 26 novembre dernier à Paris, quelques jours avant le lancement de la 21^e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, dite COP21. Rassemblant des chefs d'État et de gouvernement de la région Pacifique, l'objectif principal de cette réunion était de s'entendre sur le défi climatique à défendre lors de la COP21, afin de porter d'une seule voix les intérêts des petits États insulaires de Mélanésie, Polynésie et Micronésie. À cette occasion, François HOLLANDE a appuyé la demande des gouvernements de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française d'être accueillis avec le statut de membres à part entière lors du prochain Forum des îles du Pacifique, et celle de Wallis-et-Futuna de devenir membre associé. Il a également indiqué que des actions étaient en cours afin que les trois collectivités françaises du Pacifique puissent bénéficier du Fonds vert, au travers de programmes communs avec les autres pays de la zone. Le Fonds vert pour le climat est un mécanisme financier de l'ONU qui a pour objectif le transfert de fonds des pays les plus avancés à destination des pays les plus vulnérables afin de mettre en place des projets pour combattre les effets du changement climatique.

Rapport du Fonds monétaire international sur l'économie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié, le 30 octobre dernier, un rapport sur la situation économique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le récent lancement de la production de gaz naturel liquéfié (GNL) n'a pas eu les effets escomptés sur le niveau de croissance économique du pays, du fait de la faiblesse générale des prix mondiaux des matières premières. Les perspectives en termes de recettes publiques se sont réduites en conséquence. Alors que le kina tend à se déprécier depuis mi-2013, en partie à cause de la revue à la baisse des anticipations d'entrées de capitaux liées au projet GNL, l'inflation reste contenue grâce à la baisse des prix des hydrocarbures et des matières premières. Après une première année complète d'exploitation du GNL, la balance commerciale devrait être excédentaire mais les perspectives pour la suite sont de plus en plus orientées à la baisse. La nécessaire consolidation budgétaire pourrait impacter la croissance à court terme des secteurs non liés au GNL. La faiblesse de la croissance économique mondiale pourrait aggraver ce phénomène, via une baisse de la demande extérieure et des cours des matières premières. Dans son rapport, le FMI souligne la nécessité de maintenir des politiques macroéconomiques prudentes afin d'assurer la soutenabilité de la dette et la position extérieure excédentaire. Elle préconise par ailleurs la mise en œuvre de réformes structurelles visant à diversifier l'économie pour renforcer le potentiel de croissance à plus long terme.

Ouverture de la saison cyclonique avec une première dépression tropicale

La première dépression tropicale de la saison cyclonique observée dans le Pacifique-Sud a été baptisée Tuni. Le minimum dépressionnaire a d'abord été détecté le 23 novembre au nord des îles Fidji, puis s'est transformé en dépression tropicale à proximité de Wallis-et-Futuna avant de se diriger vers l'est, en direction des Samoa, puis au sud vers les îles Tonga et Niue. Le phénomène climatique a engendré de violents orages et des vents forts sur Futuna, avec des rafales allant jusqu'à près de 90km/heure. Une partie de la route du littoral a été endommagée près du village d'Ono et le réseau d'eau de Vele a été coupé. Aux Samoa et aux Samoa américaines, les pluies torrentielles ont provoqué des inondations et des glissements de terrain. Aucun dommage n'a été déclaré aux îles Tonga et Niue.

3 – Brèves locales

Nomination d'un nouveau représentant au Conseil économique et social

Un décret du ministère de l'Outre-mer, publié au journal officiel le 7 novembre dernier, a officialisé la nomination de Sosefo SUVE comme nouveau représentant de Wallis-et-Futuna au Conseil économique, social et environnemental (CESE). Président de la commission permanente de l'Assemblée territoriale depuis décembre 2014, Sosefo SUVE a pris ses nouvelles fonctions depuis le 16 novembre 2015 et succède pour cinq ans à Patalione KANIMOA. Ce dernier, par ailleurs président de la commission des Finances à l'Assemblée territoriale, avait exercé deux mandats consécutifs en tant que représentant au CESE, soit le maximum autorisé. Le nouveau Conseiller économique et social du Territoire a assisté, début décembre, à sa première session du CESE à Paris. Il s'est fixé comme priorité de son mandat de stopper l'exode des habitants des îles Wallis et Futuna.

Conflit social à l'aéroport de Wallis-Hihifo

Du 23 novembre au 2 décembre, l'aéroport international de Wallis-Hihifo a été bloqué par une vingtaine de villageois du district nord de l'île, où se situe l'aéroport. Aucun vol commercial n'a pu être affrété sur la période aussi bien vers l'international (entre Wallis, Fidji et la Nouvelle-Calédonie) qu'entre les deux îles sœurs. Au total, c'est près de 1 000 personnes qui ont été impactées par ce mouvement social. À l'origine de ce dernier, le mécontentement des coutumiers du district de Hihifo vis-à-vis de la politique de recrutement menée par le service de l'Aviation civile au regard du Statut de 1961. Après dix jours de blocage, un protocole d'accord a été signé, le mercredi 2 décembre, entre le Préfet, Administrateur supérieur de Wallis-et-Futuna, et la Grande Chefferie dans les locaux de la circonscription de Wallis. La réouverture de l'aéroport a pu avoir lieu le jour même et un premier vol entre Nouméa et Wallis a pu être affrété dans la nuit du 2 au 3 décembre.

Le réseau de téléphonie mobile bientôt opérationnel

Depuis avril dernier, la société suédoise Ericsson travaille au déploiement de la téléphonie mobile sur les îles de Wallis et Futuna. Installé pour le compte de l'opérateur local « Manuia », dépendant du service des Postes et des Télécommunications (STP) de Wallis-et-Futuna, le réseau devrait être opérationnel pour le grand public au plus tard le 23 décembre 2015 selon un communiqué de l'entreprise. Au total, neuf antennes ont été installées sur les deux îles pour permettre la couverture de l'archipel, mobilisant sur place une dizaine de salariés extérieurs depuis le mois d'avril. Trois conteneurs ont été acheminés depuis l'hexagone fin août avec à l'intérieur les antennes, les commutateurs d'appel ainsi que tout le matériel annexe. L'ensemble de la population bénéficiera de la technologie mobile 3G, voire 4G pour les accès à Internet sur mobile et smartphone. Pour mémoire, Wallis-et-Futuna est le dernier territoire français à ne pas disposer de la téléphonie mobile.

Réunion plénière de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus

La deuxième réunion plénière de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR) de l'année 2015 s'est tenue le 10 décembre dernier à l'Administration Supérieure. Au préalable, le président de l'OPMR de Wallis-et-Futuna, Xavier PELAT, s'est rendu à Futuna pour rencontrer les différents interlocuteurs liés à l'application de l'Observatoire des prix sur l'île sœur. Entré en vigueur le 1^{er} avril dernier, l'accord de modération des prix 2015 fixe un prix maximal à ne pas dépasser pour un panier de biens composé de 23 produits de consommation courante. La réunion plénière a donc permis de faire un point sur l'évolution des prix de ces produits sur les huit derniers mois. Le prochain accord de modération des prix devrait être appliqué à compter de mars 2016, suite aux négociations à mener avant cette période.

Publications

L'IEOM vient de publier ses Tendances conjoncturelles du 3^e trimestre 2015. Cette note ainsi que les annexes statistiques afférentes sont téléchargeables sur notre site Internet :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/publications/les-notes-expresses/les-notes-expresses-tendances/3eme-trimestre-2015.html>

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

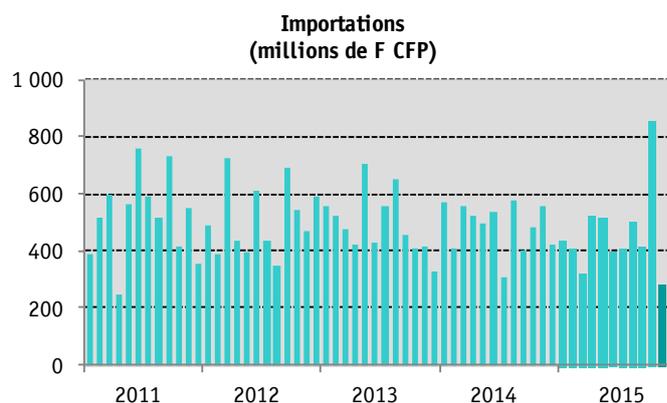
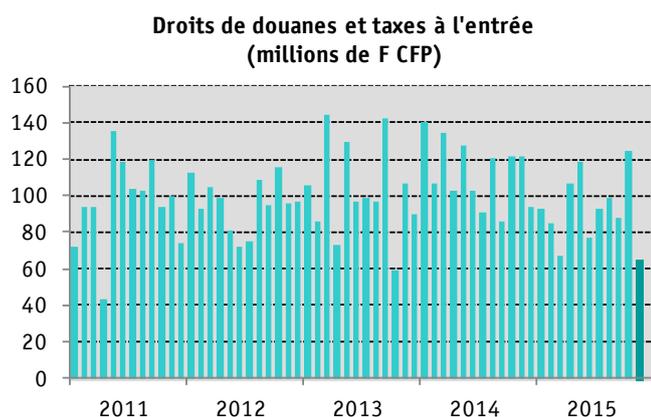
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

| | | | Données brutes | ▲ / mois | ▲ / an |
|---|---------------|---------|----------------|---------------|---------|
| Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008) | | | 3T 15 | 117,73 | - 1,8% |
| SMIG mensuel en XPF | | | nov-15 | 90 000 | - 0,0% |
| Nombre d'emplois salariés | | | mars-15 | 2 051 | - -0,4% |
| Échanges extérieurs (millions de XPF) | | | | | |
| Importations | mensuelles | nov-15 | 279 | -67,2% | - |
| | cumulées | nov-15 | 5 057 | - | -6,7% |
| Droits de douanes + taxes à l'entrée | mensuels | nov-15 | 65 | -47,4% | - |
| | cumulés | nov-15 | 1 016 | - | -18,9% |
| Taxes intérieures de consommation | mensuelles | nov-15 | 35 | -20,2% | - |
| | cumulées | nov-15 | 411 | - | -4,1% |
| Énergie | | | Données brutes | ▲ / trimestre | ▲ / an |
| Production brute d'électricité (milliers de kWh) | trimestrielle | sept-15 | 4 361 | -1,80% | - |
| | cumulée | sept-15 | 13 562 | - | -0,9% |
| Consommation de gazole ¹ (milliers de litres) | trimestrielle | sept-15 | 622 | 11,4% | - |
| | cumulée | sept-15 | 5 316 | - | -1,3% |
| Consommation d'essence (milliers de litres) | trimestrielle | sept-15 | 142 | 3,6% | - |
| | cumulée | sept-15 | 1 210 | - | -5,2% |
| Transports | | | Données brutes | ▲ / mois | ▲ / an |
| Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs | mensuel | août-15 | 2 692 | +395 | - |
| | mensuel | août-15 | 1 408 | +408 | - |
| Nombre de passagers vols domestiques | mensuel | nov-15 | 2 | -2 | - |
| | cumulé | nov-15 | 29 | - | -4 |
| Nombre de touchées de navires de marchandises | mensuel | nov-15 | 14 | -7 | - |
| | cumulé | nov-15 | 162 | - | -5 |

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

¹ Utilisant le gazole pour la production de l'électricité, la société EEFW explique à elle seule plus de 60 % de la consommation de l'archipel.

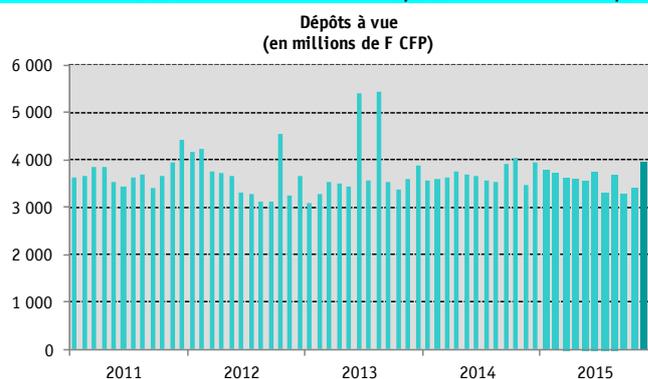
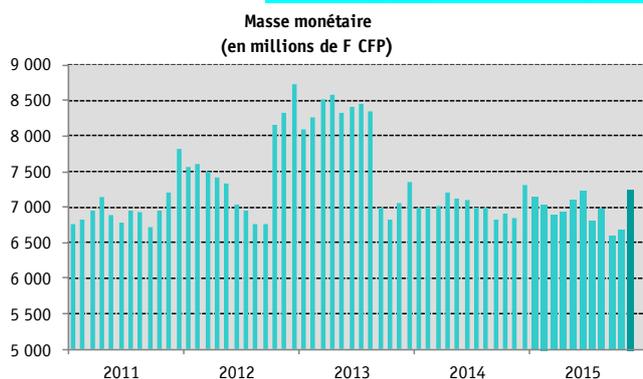


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Accroissement de la masse monétaire résultant d'une évolution exceptionnelle des dépôts à vue

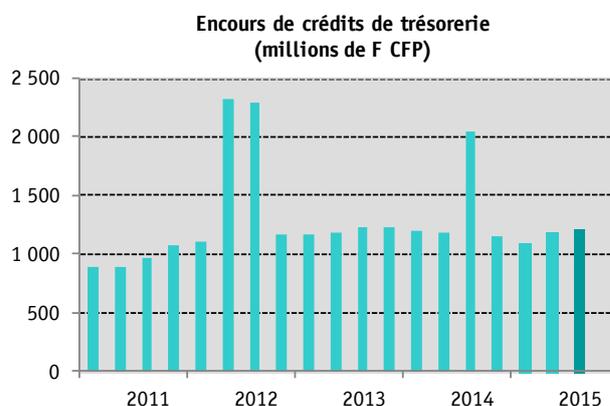
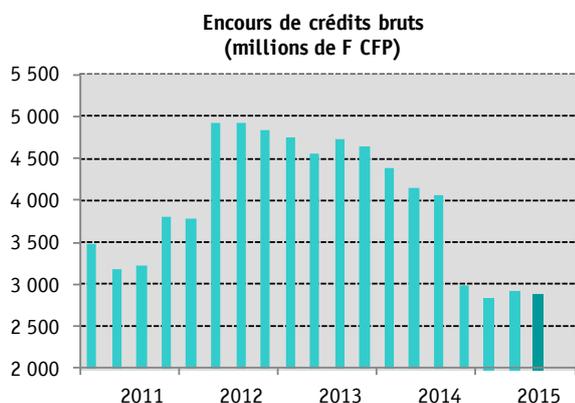
| en millions de F CFP | nov-14 | oct-15 | nov-15 | ▲ / mois | ▲ / an |
|------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Circulation fiduciaire | 2 074 | 2 041 | 2 027 | -0,7% | -2,2% |
| Dépôts à vue | 3 457 | 3 402 | 3 961 | 16,4% | 14,6% |
| Total M1 | 5 531 | 5 443 | 5 988 | 10,0% | 8,3% |
| M2-M1 | 499 | 430 | 441 | 2,5% | -11,6% |
| Total M3 | 6 850 | 6 683 | 7 240 | 8,3% | 5,7% |



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

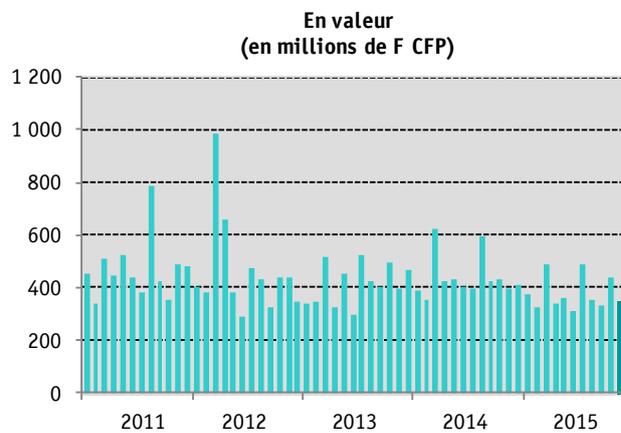
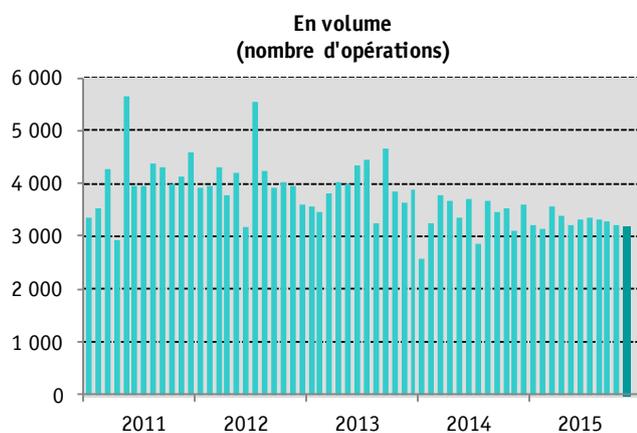
| en millions de F CFP | sept-13 | sept-14 | sept-15 | ▲/an |
|---------------------------|-------------|-------------|-------------|---------------|
| Crédits de trésorerie | 1225 | 2045 | 1211 | -40,8% |
| Crédits à l'équipement | 2308 | 1149 | 931 | -19,0% |
| Crédits à l'habitat | 420 | 255 | 161 | -37,1% |
| Autres crédits | 314 | 176 | 180 | 2,2% |
| Total encours sain | 4266 | 3626 | 2483 | -31,5% |
| Créances douteuses brutes | 470 | 444 | 393 | -11,5% |
| Total encours brut | 4736 | 4070 | 2876 | -29,3% |



Compensation

Diminution en nombre et en valeur des opérations de compensation

| | | nov-14 | oct-15 | nov-15 | ▲/mois | ▲/an |
|--------------|--------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Compensation | en nombre | 3 088 | 3 216 | 3 173 | -1,3% | - |
| | cumulé | 36 894 | - | 36 118 | - | -2,1% |
| Compensation | en millions de CFP | 395 | 438 | 348 | -20,4% | - |
| | cumulé | 4 863 | - | 4 157 | - | -14,5% |



Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents de paiement sur chèque

| en nombre | nov-14 | oct-15 | nov-15 | ▲/mois | ▲/an |
|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Incidents de paiement sur chèque | 49 | 54 | 33 | -38,9% | - |
| cumulé | 913 | - | 598 | - | -34,5% |
| Retraits de cartes bancaires | 0 | 0 | 0 | - | - |
| cumulé | 13 | - | 0 | - | -100,0% |

Interdits bancaires

Contraction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

| en nombre | nov-14 | oct-15 | nov-15 | ▲/mois | ▲/an |
|---|------------|------------|------------|--------------|---------------|
| Interdits bancaires en fin de mois | 336 | 296 | 286 | -3,4% | -14,9% |
| - dont personnes physiques | 321 | 282 | 272 | -3,5% | -15,3% |
| - dont personnes morales | 15 | 14 | 14 | 0,0% | -6,7% |

Diminution du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM sur l'année

| en nombre | nov-14 | oct-15 | nov-15 | ▲/mois | ▲/an |
|--|-----------|-----------|-----------|-------------|-------------|
| Cotes valides | 48 | 49 | 49 | 0,0% | 2,1% |
| Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM | 18 | 16 | 16 | 0,0% | -11,1% |

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

| | date | 2014 | 2015 | ▲/an |
|--|-----------|--------------|--------------|---------------|
| Indicateurs économiques | | | | |
| indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008) | 3T | 115,60 | 117,73 | 1,8% |
| Entreprises | | | | |
| personnes morales en interdiction bancaire (nb, stock) | novembre | 15 | 14 | -6,7% |
| importations de biens d'équipement (M XPF) | novembre | 788 | 928 | 17,8% |
| importations de véhicules utilitaires (M XPF) | novembre | 94 | 94 | 0,5% |
| immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb) | novembre | 77 | 86 | 11,7% |
| Ménages | | | | |
| emploi salarié (nb, stock) | mars | 2 060 | 2 051 | -0,4% |
| <i>dont secteur privé</i> | mars | 809 | 813 | 0,5% |
| <i>dont secteur public</i> | mars | 1 251 | 1 238 | -1,0% |
| montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF) | novembre | 533 | 533 | 0,0% |
| personnes physiques en interdiction bancaire (nb, stock) | novembre | 321 | 272 | -15,3% |
| décision retrait cartes bancaires (nb) | novembre | 13 | 0 | -100,0% |
| incidents paiements sur chèques (nb) | novembre | 913 | 598 | -34,5% |
| importations de produits alimentaires (M XPF) | novembre | 1 396 | 1 359 | -2,7% |
| importations de biens de consommation courante (M XPF) | novembre | 823 | 769 | -6,5% |
| importations de véhicules de tourisme (M XPF) | novembre | 265 | 295 | 11,4% |
| immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb) | novembre | 90 | 76 | -15,6% |
| Échanges extérieurs en millions de XPF | | | | |
| importations | novembre | 5 418 | 5 057 | -6,7% |
| exportations | novembre | - | - | - |
| recettes douanières | novembre | 1 716 | 1 440 | -16,1% |
| <i>dont droits de douanes + taxes à l'entrée</i> | novembre | 1 253 | 1 016 | -18,9% |
| <i>dont taxes intérieures de consommation</i> | novembre | 429 | 411 | -4,1% |
| Indicateurs financiers | | | | |
| La masse monétaire en millions de XPF | | | | |
| Dépôts à vue | novembre | 3 457 | 3 961 | 14,6% |
| M1 | novembre | 5 531 | 5 988 | 8,3% |
| M2 | novembre | 6 030 | 6 429 | 6,6% |
| Dépôts à terme | novembre | 820 | 811 | -1,1% |
| M3 | novembre | 6 850 | 7 240 | 5,7% |
| Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues | | | | |
| septembre | | 4 070 | 2 876 | -29,3% |
| Ménages | septembre | 1 376 | 1 345 | -2,2% |
| <i>dont crédits à la consommation</i> | septembre | 1 161 | 1 227 | 5,6% |
| <i>dont crédits à l'habitat</i> | septembre | 215 | 119 | -44,8% |
| Entreprises | septembre | 2 041 | 859 | -57,9% |
| <i>dont crédits d'exploitation</i> | septembre | 921 | 55 | -94,1% |
| <i>dont crédits d'investissement</i> | septembre | 963 | 662 | -31,2% |
| Collectivités locales | septembre | 186 | 269 | 44,6% |
| Autres agents et CCB non ventilés | septembre | 23 | 10 | -56,4% |
| créances douteuses brutes | septembre | 444 | 393 | -11,5% |
| taux de créances douteuses | septembre | 10,9% | 13,7% | 2,8 pt |
| Ensemble des actifs financiers | | | | |
| Ménages | septembre | 3 124 | 2 864 | -8,3% |
| <i>dont assurances-vie</i> | septembre | 1 058 | 1 165 | 10,1% |
| Sociétés | septembre | 1 442 | 1 517 | 5,2% |
| Autres agents | septembre | 2 148 | 2 134 | -0,7% |

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

| | taux | date d'effet |
|---|--------|--------------|
| taux de la facilité de dépôt | -0,30% | 09/12/2015 |
| taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement | 0,05% | 10/09/2014 |
| taux de la facilité de prêt marginal | 0,30% | 10/09/2014 |

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

| | date d'effet | taux | taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte |
|--|--------------|-------|--|
| taux de la facilité de dépôt | 14/04/2014 | 0,00% | |
| taux de réescompte des crédits aux entreprises | 05/01/2015 | 0,05% | 2,80% |
| taux de la facilité de prêt marginal | 05/01/2015 | 0,30% | |
| taux de l'escompte de chèques | 05/01/2015 | 0,30% | |

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

| taux d'intérêt en fin de mois | | | | taux de base bancaire | | taux | | date d'effet | |
|-------------------------------------|------------|------------|------------|--|--|-------|--|--------------|--|
| | 30/11/2015 | 30/10/2015 | Var. M-1 | banques métropolitaines | | | | | |
| EONIA | -0,1270% | -0,1290% | + 0,002 pt | | | 6,60% | | 15/10/2001 | |
| EURIBOR 1 mois | -0,1610% | -0,1190% | - 0,042 pt | | | | | | |
| EURIBOR 3 mois | -0,1140% | -0,0680% | - 0,046 pt | | | | | | |
| EURIBOR 6 mois | -0,0430% | 0,0060% | - 0,049 pt | | | | | | |
| EURIBOR 12 mois | 0,0480% | 0,1070% | - 0,059 pt | | | | | | |
| taux d'intérêt en moyenne mensuelle | | | | taux d'intérêt légal deuxième sem. 2015 | | taux | | JORF | |
| | nov.-15 | oct.-15 | Var. M-1 | créances des personnes physiques (hors besoins professionnels) | | | | | |
| TMO | 1,1000% | 1,0500% | + 0,050 pt | | | 4,29% | | 24/06/2015 | |
| TME | 0,9000% | 0,8500% | + 0,050 pt | | | 0,99% | | | |
| | | | | autres cas | | | | | |
| | | | | Définitions | | | | | |
| | | | | EONIA: Euro OverNight Index Average | | | | | |
| | | | | EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate | | | | | |
| | | | | TMO : taux moyen des obligations publiques | | | | | |
| | | | | TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme | | | | | |

| devise | USD | | | JPY | | | GBP | | |
|------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 30/11/2015 | 30/10/2015 | 30/09/2015 | 30/11/2015 | 30/10/2015 | 30/09/2015 | 30/11/2015 | 30/10/2015 | 30/09/2015 |
| taux JJ | 0,225% | 0,200% | 0,150% | nd | nd | nd | 0,450% | 0,420% | 0,470% |
| 3 mois | 0,895% | 0,630% | 0,540% | nd | nd | nd | 1,020% | 0,810% | 0,620% |
| 10 ans emprunts phares | 2,216% | nd | 2,070% | 0,305% | nd | 0,350% | 1,817% | nd | 1,770% |

TAUX DE LUSURE (seuils applicables au 1er octobre 2015)

| Crédits aux particuliers | Seuils de l'usure | Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
|---|-------------------|--|--------------------------|
| Prêts immobiliers | | Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament | 7,36% |
| Prêts à taux fixe | 3,92% | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable | 2,81% |
| Prêts à taux variable | 3,63% | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe | 3,36% |
| Prêts-relais | 4,19% | Découverts en compte | 13,36% |
| Autres prêts | | Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans | 2,51% |
| Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF | 19,97% | Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
| Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF | 13,45% | Découverts en compte | 13,36% |
| Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF | 7,84% | | |

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

| Dernier cours fin de mois | 1 USD/XPF | 112,8006 | 1 NZD/XPF | 74,0271 | 1 HKD/XPF | 14,5546 | 1 GBP/XPF | 169,3129 | |
|---------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|-----------|-----------|---------|
| 100 JPY/XPF | 91,6386 | 1 AUD/XPF | 81,3385 | 1 SGD/XPF | 79,8740 | 100 VUV/XPF | 102,7098 | 1 FJD/XPF | 52,5205 |

Directeur de la publication : H. GONSARD - Responsable de la rédaction : C. DORWLING-CARTER

Éditeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna HAVELU BP 6-5

98600 Wallis-et-Futuna - Dépôt légal : 12/15 - Achevé d'imprimer en décembre 2015 - ISSN 1240-2818

Agence Wallis-et-Futuna

